

**OPERATION DE RESTRUCTURATION DU PALAIS DE
JUSTICE DE L'ÎLE DE LA CITE – BATIMENT B5 ET UNE
PARTIE DU B6**

SERVICES D'ASSURANCE CONSTRUCTION

TOUS RISQUES CHANTIER (ET RCMO) (LOT 1)

**CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE
(LOT 2)**

**REGLEMENT DE CONSULTATION
LOT 1 ET LOT 2**

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le 5 décembre 2025 avant 12 heures 00

Pour des raisons de confidentialité et sécurité, le dossier technique de l'opération ne sera transmis qu'après demande des candidats sur la plateforme PLACE et après envoi de la charte de confidentialité signée jointe en annexe au présent Règlement de la Consultation.

Table des matières

ARTICLE 1. ACHETEUR PUBLIC -----	3
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE -----	3
ARTICLE 3. DISPOSITIONS DU MARCHE D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER -----	6
ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION -----	7
ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS -----	7
ARTICLE 7. EXAMEN DES CANDIDATURES -----	13
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMATERIALISATION -----	15
ARTICLE 9. VISITE DES LIEUX -----	18
ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES -----	18

ARTICLE 1. ACHETEUR PUBLIC

1.1 – Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)
Immeuble Okabé
67 avenue de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre

1.2 – Type d'acheteur public

Établissement public administratif sous tutelle du ministère de la Justice et du ministère de l'Action et des Comptes publics, l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) a pour mission de construire, rénover, et réhabiliter les palais de justice, les établissements pénitentiaires, les bâtiments des services de la protection judiciaire de la jeunesse, et les écoles de formation du ministère, en France métropolitaine et dans les départements et collectivités d'outre-mer.

Pour l'exécution de la tranche optionnelle des présents lots 1 et 2, l'APIJ agit en tant que maître d'ouvrage délégué (mandant : CMN).

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 – Objet du marché

La présente consultation concerne **des services d'assurance construction**.

Souscription d'un programme d'assurance comprenant les polices Tous Risques Chantier, Responsabilité Civile Maître d'Ouvrage (Contrat Collectif de Responsabilité Décennale pour l'opération de restructuration du Palais de justice de l'Île de la cité – bâtiment B5.

Il est précisé que l'APIJ n'a pas souscrit d'assurance « Dommages-Ouvrage ».

L'APIJ conduit une vaste opération de restauration, restructuration et mise aux normes, à l'échelle de l'ensemble du Palais de justice de l'Île de la Cité à Paris. Celle-ci sera réalisée en plusieurs opérations successives.

Les différents travaux prévus dans l'opération sont :

- les travaux de mise en sécurité du monument, la réalisation à neuf du squelette technique (comprenant les locaux techniques, la distribution complète dans les différents bâtiments, la création des verticalités associées), la création ou la mise aux normes des escaliers et des ascenseurs, la mise en accessibilité, la création des sanitaires, ...
- la rénovation ou restauration des intérieurs et l'aménagement des plateaux de tertiaire,
- le clos et couvert.

Le détail des travaux est fourni dans le dossier technique.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ

AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

Le palais de justice de Paris est constitué de différents bâtiments, numérotés de B1 à B6. **La présente opération concerne la première partie du bâtiment 5 (B5) et une partie du B6.**

Lieu(x) d'exécution : 4 boulevard du Palais - 75001 Paris

2.2 – Mode passation

Le présent marché est passé selon un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2.3 - Type de marché

Il s'agit d'un marché public de prestations de services.

2.4 – Allotissement

Le présent marché se compose de 2 lots, conformément à l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique :

Lots	Désignation
Lot 1	Police Tous Risques Chantier – RCMO
Lot 2	Police Contrat Collectif de Responsabilité Décennale

Les opérateurs économiques pourront candidater à un ou plusieurs lots.

Le présent RC est commun aux deux lots, sous réserves des dispositions spécifiques à chacun des lots, indiquées expressément.

2.5 – Variantes imposée à l'initiative du pouvoir adjudicateur (article R2151-9 et R2151-10 du Code de la Commande Publique)

➔ Lot 1 :

Le candidat est tenu obligatoirement de répondre à la variante imposée qui porte sur le montant de la franchise.

La variante imposée correspond à un montant de franchise TRC différent de celui de la solution de base.

Les candidats devront indiquer leur proposition financière dans chacun des actes d'engagements (AE offre de Base et AE Variante).

Les candidats devront obligatoirement chiffrer l'offre de base ainsi que la variante imposée, sous peine de rejet de l'offre.

Lot 2 : sans objet. Pas de variante imposée.

2.6 – Variantes à l'initiative du Candidat

La présentation de variante libre à l'initiative des candidats n'est pas autorisée (pour les lots 1 et 2).

2.7 – Prestation Supplémentaire Eventuelle obligatoire

Le lot n°1 prévoit une prestation supplémentaire éventuelle portant sur l'assurance RCMO.

La réponse à cette PSE est obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

L'APIJ se réserve le droit de sélectionner ou non cette option au moment de l'analyse des offres.

Lot 2 : sans objet / pas de PSE.

2.8 – Durée du marché et délais des travaux

Le marché court à compter de sa date de notification, jusqu'à l'extinction des garanties définies dans le CCTP du présent marché.

La durée de chacun des lots est précisée dans l'acte d'engagement relatif à chaque lot.

La date prévisionnelle de début des travaux est fixée en janvier 2026.

2.9 – Décomposition en tranches

Le LOT 1 est décomposé en tranches tel que suit :

- Tranche ferme : assurance TRC pour les travaux de l'opération du B5 (hors travaux des tranches optionnelles 1 des lots de travaux 4 et 11).
- Tranche optionnelle 1 : assurance TRC correspondant à la tranche optionnelle du lot de travaux n° 4 de l'opération (travaux structurels façade occidentale, création de carreaux...)

Le LOT 2 est décomposé en tranches tel que suit :

- Tranche ferme : assurance CCRD pour les travaux de l'opération du B5 (hors travaux des tranches optionnelles 1 des lots de travaux 4 et 11).
- Tranche optionnelle 1 : assurance CCRD correspondant à la tranche optionnelle du lot de travaux n° 4 de l'opération (travaux structurels façade occidentale, création de carreaux...)

Le détail des travaux est fourni dans le dossier technique.

2.10 – Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2.11 – Visite de site

Pas de visite de site prévue dans le cadre de cette consultation (ni obligatoire ni facultative).



ARTICLE 3. DISPOSITIONS DU MARCHÉ D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

3.1 – Forme du marché

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

3.2 – Variation des prix

Les montants prévisionnels et définitifs des primes ne sont pas révisables, ni actualisables.

Seul sera révisé et actualisé le montant de l'assiette définitive fonction du cout définitif de l'opération tel que déclaré par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues au sein de l'acte d'engagement.

3.3 – Modalités essentielles de financement

Pour la tranche ferme, le présent marché est financé sur les ressources propres de l'Établissement.
Pour la tranche optionnelle, le présent marché est financé sur des crédits délégués du CMN.

3.4– Délais de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant deux cent quarante (240) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres fixée par le présent Règlement de la Consultation (R.C.).

ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1– Groupements

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

Dans le cas où l'offre est présentée par un intermédiaire d'assurance (courtier, agent général, etc.), celui-ci devra justifier :

- d'un mandat valide l'habilitant à représenter l'entreprise ou l'organisme d'assurance qu'il engage,
- de son immatriculation ORIAS,
- et de la conformité de sa couverture en responsabilité civile professionnelle (article L.512-6 du Code des assurances).

Lorsque la proposition prend la forme d'une coassurance, l'offre devra impérativement :

- couvrir 100 % du risque à la date limite de remise des offres,
- désigner un apériteur, qui assurera la représentation unique du groupement d'assureurs vis-à-vis du pouvoir adjudicateur,
- indiquer la répartition des engagements entre coassureurs (en pourcentage).

Les offres de coassurance non intégralement couvertes à 100 % seront déclarées irrégulières.

L'ensemble des coassureurs est soumis aux mêmes exigences techniques et contractuelles que celles énoncées dans le présent règlement de consultation.

À l'exception de la part respective de leur engagement, la réponse aux demandes du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) devra être identique et cohérente pour tous les membres du groupement ou de la coassurance. La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des assurances, et notamment les articles L.121-6 et suivants.

ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS

5.1 – Contenu du dossier de consultation

Les pièces du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) **commun aux deux lots**, et son annexe 1 (cadre de réponse candidature), et annexe 2 (charte de confidentialité).
- L'acte d'engagement (A.E.) **du lot 1** « offre de base » et ses annexes,
- L'acte d'engagement (A.E) du lot 1 « Offre variante » et ses annexes,
- L'acte d'engagement (A.E) du lot 2 et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) **commun aux deux lots**, et son annexe,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) **du lot 1**,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) **du lot 2**,
- Un dossier technique comprenant :
 - Cahier des charges du SSI,
 - Plan général de coordination établi par le CSPS,
 - Rapport d'études géotechniques (G2 AVP/PRO, G5,)
 - Marché de contrôle technique,
 - Rapport initial de contrôle technique,
 - Le DCE du marché des travaux (CCTP, Les plans de situation, masse, coupe, façades, Rapports de diagnostics amiante et plomb, Planning détaillé de l'opération),
 - Marché de maîtrise d'œuvre,
- L'annexe au mémoire technique à remettre : modèle de **Note récapitulative des réserves et/ou améliorations**

5.2 – Modalités de retrait des dossiers

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2818073&orgAcronyme=d3f>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

Certaines pièces du DCE, à compléter sont fournies en format Word ou Excel, afin de faciliter la prise en main des documents par les candidats. Les candidats sont invités à compléter ces documents mais il est interdit de les modifier.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, **le dossier technique** ne sera transmis qu'après demande des candidats et après envoi via PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2818073&orgAcronyme=d3f>)

de la charte de confidentialité remplie et signée par la personne habilitée à engager le candidat, jointe en annexe 2 au présent RC. Le dossier technique pourra être envoyé sur la plateforme PLACE ou via la plateforme OPEN TRUST.

Les candidats souhaitant disposer du dossier technique sont invités à en faire la demande et à respecter le protocole indiqué ci-dessus le plus rapidement possible, et pas en « dernière minute ».

Les candidats sont invités à demander tout élément qu'ils estiment nécessaires à la bonne rédaction de leur offre.

5.2 – Modifications apportées au dossier de consultation :

L'APIJ se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au présent dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6. DOSSIERS REMIS PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

6.1 – Documents relatifs à la candidature

La coassurance est autorisée étant précisé que chaque assureur devra impérativement fournir les documents visés pour les besoins de la consultation.

TRES IMPORTANT :

Pour rappel, « S'agissant de renseignements sur les personnes physiques ou morales participant à la présentation de cette proposition, il y a autant de documents que d'acteurs concernés. Ainsi, l'intermédiaire d'assurance qui présente la candidature d'une société d'assurances doit fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée ET pour lui-même. »

Le dossier de candidature doit comporter :

- **Le formulaire DC 1 " Lettre de candidature** – désignation du mandataire par ses cotraitants " version du 01/04/2019 complétée. Le formulaire DC 1 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Le formulaire DC2 « **Déclaration du candidat** » complété.

Les informations suivantes devront être complétées dans **le cadre de réponse fourni en annexe 1** du présent règlement de consultation. Pour chaque candidat ou membre du groupement :

- Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires spécifique** relatif à des prestations objet du marché pour les trois derniers exercices disponibles (renseignements pouvant être indiqués sur le formulaire DC2 disponible sur le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Niveau spécifique minimal exigé pour la capacité financière : le candidat seul ou le groupement doit justifier d'un chiffre d'affaires global dans la branche minimum de ÷

Pour le lot 1 :

2 000 000 € pour la société d'assurance

500 000€ pour l'intermédiaire (courtiers, agents généraux)

Pour le lot 2 :

2 000 000 € pour la société d'assurance

500 000 € pour l'intermédiaire (courtiers, agents généraux)

- une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat, indiquant les effectifs des services production et sinistres de la branche concernée et les références professionnelles des principaux responsables en charge de l'exécution du marché ; pour chacun des membres du groupement, le cas échéant
- la présentation des références significatives du candidat : **3 références significatives** financièrement et techniquement équivalentes, terminées ou en cours au cours des 3 dernières années, indiquant :
 - Nature du projet et sa localisation,
 - le montant des ouvrages,
 - la date et le destinataire public ou privé ; pour chacun des membres du groupement, le cas échéant
 - le montant des travaux,
- Déclarations appropriées de banques pour les sociétés nouvellement créées,
- Copie du ou des jugements en cas de redressement judiciaire le cas échéant
- La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou les membres du groupement ;

Si plus de 3 références sont présentées, les 3 premières dans l'ordre chronologique de présentation seront prises en compte.

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Liste et description succincte des conditions :

- Pour les entreprises d'assurance, attestation de l'obtention de son agrément octroyé par l'Autorité Prudentielle et de Résolution (ACPR) pour la branche d'assurance afférent au présent marché, en cours de validité (article R 321-1 et suivants du code des assurances) ;

Documents spécifiques à fournir par les courtiers pour apprécier leur capacité professionnelle, technique et financière à exécuter le marché :

1. Une attestation d'assurance Responsabilité civile professionnelle (article L. 512-6 du code des assurances) ;
2. Une attestation de garantie financière (article L. 512-7 du code des assurances) ;
3. Une attestation d'immatriculation à l'ORIAS,
4. Un mandat de la ou les société(s) d'assurance qu'il représente dans le cadre du présent appel d'offres. Le mandat de la société d'assurance **doit être spécifique à la présente consultation**, sous peine de rejet de la candidature. Ce mandat devra en outre préciser l'étendue des pouvoirs du courtier notamment dans les périmètres de l'encaissement des cotisations, la gestion des sinistres et la gestion des contrats.

Documents spécifiques à fournir par les agents généraux pour apprécier leur capacité professionnelle, technique et financière à exécuter le marché :

1. Une attestation d'assurance Responsabilité civile professionnelle.
2. Une attestation d'immatriculation à l'ORIAS,

Le candidat indiquera **une adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

En cas de groupement :

Le candidat joindra pour chaque membre du groupement **l'intégralité des pièces et justificatifs** susmentionnés (hormis la lettre de candidature - Formulaire DC 1 qui est complétée par tous les membres du groupement sur le même document).

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques, le candidat membre du groupement devra produire les mêmes documents concernant l'opérateur que ceux exigés des candidats. Le candidat membre du groupement produira, conformément à l'article R.2143-12 du code de la commande publique, la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement sera globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

6.3. Documents relatifs à l'offre

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées ci-après complétées,

Le dossier « offre » devra contenir les documents suivants (**un dossier par lot**) :

1. **L'acte d'engagement** (A.E.) relatif à l'offre (de base pour le lot 1) rempli, et ses annexes (*dont le mandat de la compagnie d'assurance qu'il représente*)

Annexe 1 : **les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement complétées**, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement) ;

Annexe 2 : mandat

Pour rappel le chiffrage de la PSE et de la variante imposée est obligatoire dans le cadre du lot 1 (sans objet pour le lot 2).

1. **BIS - Pour le lot 1 uniquement : L'acte d'engagement** (A.E.) relatif à l'offre variante rempli, et ses annexes (*dont le mandat de la compagnie d'assurance qu'il représente*)

Annexe 1 : **les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement complétées**, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement) ;

Annexe 2 : mandat

Pour rappel le chiffrage de la PSE est obligatoire.

2. **Un mémoire technique comprenant pour chacune des assurances, TRC et RCMO** pour le lot 1 et pour la garantie CCRD pour le lot 2 :

A° La **composition de l'équipe dédiée** mise en place pour la gestion des contrats et sinistres et les qualifications du personnel en charge de la gestion du dossier,

B ° Les **mesures prévues par le candidat** pour la gestion du contrat et d'éventuels sinistres :

Gestion du contrat :

- Délai de production d'une attestation et du contrat.
- Les services et outils proposés afin d'améliorer l'efficacité de la gestion du contrat et sa mise en place.
- Délai de réponse concernant une demande de renseignement ou de modification du contrat.

Gestion des sinistres :

- Précisions sur les modalités de déclaration de sinistre :
 - Mode de déclaration (par téléphone, mail, courrier, plateforme numérique).
 - Mise à disposition ou non d'imprimés types ou cadres numériques de déclaration.
 - Accès ou non de l'assuré à son espace personnel dédié sur site internet.
 - Descriptions des modalités pratiques de l'aide apportée à l'assuré dans son recours contre les tiers responsables pour les sinistres garantis dont les montants sont inférieurs à la franchise.

- Délais auxquels l'assureur et le cas échéant son mandataire s'engage(nt) dans la gestion des sinistres inscrits ou non dans un cadre légal et notamment la désignation d'un expert, le versement des indemnités, Délais de traitement des dossiers de sinistres courants
- Délai pour accuser réception de la déclaration.
- Expert : Le candidat s'engage à indiquer à l'assuré une liste d'experts avec lesquels il travaille habituellement et un engagement sur les délais d'expertise et de remise de rapport
- Moyens et procédure mis en œuvre pour parvenir à une indemnisation rapide, fluidifier la gestion et parvenir à recouvrir les recours.
- La fourniture et la présentation de statistiques détaillées.

C° La description de la qualité et du montant des garanties par rapport aux demandes du CCTP, l'impact des éventuelles réserves sur le fonctionnement du contrat : Exclusion, limitations de garanties etc. Il est notamment demandé aux candidats de remettre à ce titre le modèle de Note récapitulative des réserves et/ou améliorations fourni au DCE.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront les principaux éléments d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 8 du présent Règlement de la Consultation.

Rappel : certaines pièces du DCE, à compléter sont fournies en format Word ou Excel, afin de faciliter la prise en main des documents par les candidats. Les candidats sont invités à compléter ces documents mais il est interdit de les modifier.

ARTICLE 7. EXAMEN DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R.4144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur seront éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature. Le cadre de réponse de candidature doit être rempli et remis au pouvoir adjudicateur sous format natif (.xls ou similaire).

Nota : l'acheteur se réserve la possibilité d'analyser la candidature du seul candidat attributaire pressenti à l'issue de la phase d'analyse des offres.

ARTICLE 8. EXAMEN DES OFFRES

Le jugement des offres donnera lieu à leur classement.

Les critères retenus pour le jugement des offres pour le lot 1 et le lot 2 sont pondérés de la manière suivante (note finale sur 100 points) :

Critères	Pondération
1-Valeur technique : a) Qualité et montant des garanties 40 points Qualité et montant des garanties par rapport aux demandes du CCTP, l'impact des éventuelles réserves sur le fonctionnement du contrat : Exclusion, limitations de garanties etc. Si le candidat a émis des réserves, le critère Qualité des garanties sera apprécié en fonction du nombre de réserves émises par le candidat et de l'importance des réserves par rapport aux besoins du pouvoir adjudicateur. b) Pertinence et qualité de l'équipe dédiée à la gestion 5 points du contrat et des sinistres Cet élément sera apprécié au regard des éléments présentés dans le mémoire par le candidat, relatifs à l'équipe dédiée au programme d'assurance. c) La méthodologie employée pour la gestion du contrat (5 points) et des sinistres (10 points) 15 points Cet élément sera apprécié au regard des informations transmises par le candidat sur la gestion du contrat et des sinistres (délais, accompagnement de l'assuré, etc.) dans son mémoire technique.	60 points
2-Prix des prestations : Le montant retenu pour le classement des offres sera celui de la « prime TTC » pour le lot 1 TRC-RCMO et la « prime HT » pour le lot 2 CCRD indiqué par le candidat dans l'Acte d'Engagement.	40 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, les éléments correspondant aux critères et sous critères devront être intégrés dans le cadre de mémoire technique ou méthodologique proposé.

Variante imposée

Les candidats au lot 1 doivent chiffrer obligatoirement l'offre de base et la variante imposée. Chacune des deux offres (de base et variantée) sera analysée sur la base des mêmes critères et classée. En fonction du classement de chacune des offres l'APIJ attribuera sur la base de l'offre de base remise ou de l'offre variante.

Prestation supplémentaire éventuelle

Le choix sur la PSE retenue s'effectuera au moment de l'analyse des offres selon l'intérêt financier présenté. Les offres seront jugées en tenant compte de la sélection ou de la non-sélection de la PSE.

Classement final

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En vertu l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

Réserves :

La notion de réserves n'a pas de fondement légal. Les écarts entre la demande du pouvoir adjudicateur et l'offre du candidat, s'ils sont significatifs, doivent conduire à rejeter l'offre. Si ces divergences sont très mineures, elles peuvent être contractualisées, dans le cadre de la mise au point du marché (en l'espèce une note récapitulative des réserves et ou améliorations doit être complétée et remise au titre de l'offre). Il n'est pas possible que ces réserves portent sur les caractéristiques principales du marché ou sur les critères de sélection des candidatures et des offres. Il importe pour le pouvoir adjudicateur d'apprécier l'incidence des réserves émises par le candidat – notamment économique – par rapport à l'ensemble de son offre, afin de déterminer si elles sont susceptibles de rendre cette dernière irrégulière.

ARTICLE 9. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

9.1. Transmission électronique des plis

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site PLACE à l'adresse suivante :

APIJ – PJ IDC – B5 – Marché assurance travaux TRC-RCMO lot 1 et CCRD lot 2 – RC
Juillet 2025

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2818073&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits. Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

9.2. Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

[Les services de confiance | ANSSI](#) et [Découvrir les solutions qualifiées | ANSSI](#)

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

9.3. Transmission de la copie de sauvegarde

Suivant les dispositions de l'article de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique, une copie de sauvegarde de ces documents.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir avant la date limite de remise des offres.

En cas de transmission par voie papier, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« APIJ – Lot X (à compléter) – Opération de travaux B5 – Ile de la Cité à Paris
-Copie de sauvegarde-
NE PAS OUVRIR »

En cas de transmission sur support papier ou support physique électronique, elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- la Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 10. VISITE DES LIEUX

Il n'est pas prévu de visite du site

ARTICLE 11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres une demande écrite sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2818073&orgAcronyme=d3f>

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas répondre à ces questions, étant précisé que si une réponse est apportée, alors elle sera adressée à tous les concurrents via la plateforme PLACE.

ARTICLE 12. OBLIGATION DE DISCRETION

L'ensemble des pièces communiquées dans le dossier de consultation sont réputées confidentielles. Le candidat qui avant la notification du marché a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître la teneur. Les obligations du présent article s'appliquent aux sous-traitants et fournisseurs ; le candidat s'engage à les leur communiquer. En cas de violation par le candidat ou ses sous-traitants et fournisseurs des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le candidat s'expose à voir son offre rejetée.

ARTICLE 12. DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour

l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

ARTICLE 13. VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du Code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du Code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.

Fin du document



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe 1 au RC : Cadre de réponse candidature du candidat

Annexe 2 au RC : Charte de confidentialité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE